

Délibération 3.01
Débat d'orientation budgétaire 2019

Intervention de Stéphane BARRE

Monsieur le Président,

Un mot, enfin deux mots tout d'abord, sur le contexte dans lequel se construit notre projet de budget 2019, afin de souligner le « double effet kiss'cool », dit « effet ciseaux » dans le jargon des experts comptables, que nous affrontons.

Je veux parler du contexte que nous affrontons, pas des experts comptables, vous l'avez compris...

Avec d'un côté une situation économique et sociale toujours aussi dégradée depuis la crise financière de 2008, et qui ne s'améliore pas malgré les promesses du Macronisme. D'où une pression de plus en plus forte sur nos missions de solidarité et donc sur nos agents et sur nos finances.

Et de l'autre, un dogme libéral qui sévit au sommet de l'Etat, mais qui souffle ici aussi dans cet hémicycle, poussant à réduire toujours plus la dépense publique et à rogner sur les services publics.

Ainsi, d'un côté, nous sommes, comme toutes les collectivités de France, sous la pression d'un gouvernement qui pousse à réduire nos moyens.

Et de l'autre, nous sommes, plus que d'autres collectivités de France au regard de la situation sociale des seinomains, avec un taux de chômage et un taux de pauvreté supérieur à la moyenne, dans l'obligation de répondre à une urgence sociale croissante et qui se diversifie, ainsi qu'à un besoin de solidarité qui appellent forcément plus de moyens.

Ce « en même temps » pour reprendre la formule présidentielle est totalement contradictoire.

Faire plus avec moins, ce n'est pas tenable. On peut toujours chercher à faire diversion ou à se bercer d'illusion en voulant résoudre cette équation par des réorganisations, des mutualisations, des coups de rabots, mais à l'arrivée on se retrouve avec une réalité incontournable : une dégradation dans les réponses apportées par le service public.

Vous avez souhaité introduire le document d'orientation budgétaire en rappelant le cap fixé aux directions, à savoir je vous cite : « *poursuivre leurs efforts pour réduire les coûts de fonctionnement, tout en assurant un service public de qualité sur l'ensemble du territoire* », or il arrive un moment où cette logique visant à faire mieux avec moins trouve sa limite incantatoire.

Et ceci est mortifère dans une période où une grande partie de la population a justement besoin de collectivités locales et de services publics forts à leurs côtés.

Si ce bouclier social, elle ne le trouve pas dans les réponses que la République et ses institutions lui apporte, il ne faut pas s'étonner qu'une partie de nos concitoyens lui tourne le dos et adhère aux thèses de ceux qui se proposent de tout balayer, la République comme ses valeurs.

L'année dernière à même époque, votre majorité visiblement séduite par les promesses du Macronisme avait ignoré nos mises en garde pour nous plonger dans un budget surréaliste intégrant une baisse considérable des dépenses sociales, au prétexte d'une embellie qui tenait plus du fantasme que de la réalité.

Résultat, 6 mois plus tard il fallait bâtir en urgence un budget supplémentaire pour corriger le tir et réinjecter 8,5 millions pour le RSA et 1,5 million de plus pour les contrats CUI-CAE pour les collègues et établissements ou services sociaux ou médico-sociaux et pour le volet insertion.

J'espère que cette expérience vous permettra cette année de déboucher en décembre sur un budget plus ancré dans le réel et un moins dans les illusions du Macronisme. J'ai conscience que cela peut être difficile pour certains d'entre vous et en particulier pour notre collègue en charge des finances, mais après tout, vous vous réclamez sans cesse du pragmatisme...

Parce qu'entre le prétendu ancien monde et le supposé nouveau monde, il y a le monde actuel dans lequel un seinomarin sur dix survit en dessous du seuil de pauvreté, pendant que tant d'autres doivent faire face à un affaiblissement de leur situation, en raison notamment de la baisse du pouvoir d'achat et de la précarisation de l'emploi.

Déjà, nous savons au regard du document que, mécaniquement, les dépenses liées aux allocations de solidarité appelleront en 2019 quelques 10 millions supplémentaires par rapport au BP, même si nous savons aussi maintenant que celui-ci a été sous-évalué dans ce domaine.

Nous savons également que notre devoir envers les mineurs isolés appellera un effort supplémentaire de 4 millions et à notre avis, nous sommes ici en présence d'une estimation assez basse lorsque l'on constate les besoins encore non ou mal satisfaits de ces jeunes.

Or on ne peut pas dire que l'accompagnement attendu de l'Etat pour nous aider à assumer ces responsabilités que la décentralisation nous a confiées soit à la hauteur...

Le document d'orientation budgétaire met une nouvelle fois en avant, et à juste titre, les baisses de nos dotations. 63,4 Millions constatés entre 2013 et 2017. Vous nous dites aujourd'hui en substance : l'hémorragie est stoppée grâce à votre signature au bas du contrat de contraintes voulu par le gouvernement.

Vous vous contenteriez ici de si peu ? Les dizaines de millions qui ont été ponctionnées, on tire un trait ? Pourtant ils nous manquent toujours dans l'exercice de nos compétences.

D'ailleurs le cap est clair dans ce domaine et a été confirmé dans le rapport d'activités de l'Etat en Seine-Maritime, présenté ici en octobre : réduction constante du niveau d'intervention financière de l'Etat en direction des communes et des départements. Et augmentation constante, mais moins forte évidemment, en direction des intercommunalités et des régions. Le solde dégageant une économie pour son propre budget.

Nous avons bien noté que l'association des départements de France, comme celle des Régions et des communes, sont bien plus critiques et offensives. Leur appel commun de Marseille fin septembre, dans lequel nous nous retrouvons pour notre part, étant sans équivoque lorsqu'il dénonce une volonté de recentralisation et de perte d'autonomie dangereuse des collectivités locales.

Concernant ce contexte, nous attendons par conséquent une action plus forte de la part de notre Conseil départemental en direction de ce gouvernement pour exiger les moyens de conduire à bien nos missions.

Proposez donc à tous les maires, comme vous l'aviez fait il y a deux ans, en d'autres temps politiques, à se mobiliser contre les baisses de dotation de l'Etat.

C'est particulièrement vrai envers les mineurs isolés. Mais c'est également vrai pour nous permettre de déployer les moyens nécessaires en vue d'accompagner les seinomarins afin qu'ils surmontent les effets d'une crise que ce gouvernement, comme d'ailleurs les précédents, se révèle incapable de solder.

On ne peut pas se contenter de gérer tant bien que mal sur le terrain les conséquences de ses carences ou de ses erreurs, afin de contribuer à restaurer un système de santé digne de ce nom, de lutter contre le mal ou le manque de logement, de faire reculer l'échec scolaire ou de rétablir un accès pour tous aux services au public à travers des schémas correcteurs...

Sans en même temps, et cette fois la formule prend tout son sens, se mobiliser pour imposer à l'Etat via son gouvernement, un changement de cap dans ses politiques. On ne peut pas se contenter de gérer les conséquences sans vouloir agir sur les causes.

Et j'en viens donc, au delà de ce contexte, à ce que nous pouvons faire ensemble, ici, à travers ce budget 2019. Parce que des marges de manœuvre nous en avons tout de même. Et c'est à nous qu'il appartient de savoir où les mobiliser pour être le plus utile.

Le document qui nous a été communiqué est riche d'enseignements et j'en remercie les services, même si nous le trouvons bien peu prolixe sur l'évolution des effectifs de notre collectivité.

Lors de votre élection, vous parliez de 500 postes en trop dans les effectifs. Des organisations syndicales évoquent un vaste plan social en cours avec près de 300 suppressions effectives ou en cours.

Nous souhaiterions donc, nous vous l'avons écrit, disposer d'un bilan détaillé et exhaustif de l'évolution des effectifs. Car au delà des chiffres, ces ressources humaines demeurent à nos yeux les principales illustrations d'une volonté d'adapter les moyens aux besoins et non de faire entrer au chausse pied ou au rabot les besoins dans les moyens...

Vous êtes, nous sommes tous ici, attachés à l'existence des Départements et nous l'avons exprimé, chacun à notre manière, à maintes reprises. Non pas simplement par attachement de principe à une collectivité que l'histoire a avancé au rang de véritable institution ancrée dans le paysage de notre République.

Mais bien que parce que nous estimons, qu'entre la commune et la Région, entre la commune et l'Etat, l'échelon départemental est un échelon de proximité par excellence. Capable de garantir sur un même territoire composé de bassins de vie différents, des services publics indispensables à la vie quotidienne de nos concitoyens.

C'est vrai pour tous les services que notre collectivité organise, toutes les compétences qu'elle exerce. Mais c'est encore plus vrai des solidarités.

Intervenir à chaque âge de la vie, en soutien, en accompagnement des seinomarins, agir sur les problématiques auxquels ils sont confrontés, c'est notre raison d'être. C'est aussi sur cette capacité à agir que nous sommes jugés.

Et ce que nous entendons à ce propos, de plus en plus d'ailleurs, nous inquiète.

On ne fait jamais l'unanimité, c'est un fait. Et chacun, en fonction de sa sensibilité politique, ne voit pas les choses de la même manière, ni sur les constats, ni sur les moyens d'y remédier. Nous pouvons même dire que nous n'avons pas tous ici les mêmes priorités, sinon à quoi rimerait la diversité ?

Mais franchement, il arrive un moment où il faut arriver à s'extirper de ses propres logiques pour regarder objectivement les choses en face et en tirer l'essentiel.

Vous avez été notamment élus sur un engagement de désendettement. Et dès votre installation, vous avez fait de ce désendettement accéléré une priorité absolue. Nous n'étions pas d'accord, nous vous avons alerté sur les conséquences de cette logique dans une période où la pauvreté progresse, où la précarité s'installe, où les problématiques sociales s'étendent.

Nous n'étions pas d'accord, nous ne le sommes toujours pas, vous êtes restés sourds à nos argumentations. C'est le jeu. Vous êtes majoritaire ici, nous pas.

Vous aviez placé la barre à 120 millions de désendettement de plus sur ce mandat que le désendettement normal de la collectivité.

Ces 120 millions vous les avez réalisés, vous les avez même dépassés aujourd'hui avec 135 millions, au prix de mesures douloureuses qui ont assurément fragilisé notre capacité à agir, notre capacité à accompagner, notre capacité à soutenir.

Et vous y êtes parvenu aussi grâce à l'aubaine des transferts à la Métropole.

Mais à l'approche de ce nouveau budget, nous craignons qu'en voulant forcer le trait en prolongeant cette priorité dogmatique, vous nous envoyiez tous dans le mur. Car la collectivité est en train de craquer, entendez-le puisque vous pouvez, vous avez l'occasion, de démontrer en 2019 le souci d'équilibre que vous affichez entre bonne gestion et action efficiente.

En 4 ans, le prix de vos orientations a déjà coûté aux seinomarins :

- La fermeture d'un collège dans un quartier sensible
- La suppression des bourses aux familles les plus fragiles (930.000 Euros par an dont seulement 168.000 ont été réinjectés dans l'aide à la restauration).
- L'exclusion du Pass'Culture d'une majorité de nos collégiens.
- La baisse des Dotations de Fonctionnement des collèges publics à hauteur de 2,29 millions d'euros en tenant compte de l'intégration dans la DGF des frais Internet auparavant votés hors DGF
- L'amputation de 775.000 Euros sur les crédits du Fonds de Solidarité Logement en raison du nouveau règlement que vous avez souhaité mettre en place

- La diminution du financement des 9 centres sociaux dont beaucoup situés en quartier prioritaire de la politique de la ville

Et cette liste n'est pas exhaustive. Nous pourrions l'étendre à d'autres secteurs comme le soutien aux associations sportives qui voient désormais leurs frais de déplacements exclus des critères de calcul de leur subvention.

Nous sommes inquiets. Et nous le sommes encore plus concernant ce que nous exprimons nombre d'agents de la collectivité alors même que vos orientations visent à diminuer la masse salariale de 5 %.

- Ce que nous constatons c'est que l'urgence sociale ne faiblit pas.
- Ce que nous constatons, ce sont des CMS qui certes sont restés en place comme vous vous y étiez engagés, mais dont plusieurs sont en souffrance. Réduction d'effectifs, non remplacement de personnels, réduction d'horaires de fermeture.
- Ce que nous constatons, ce sont des assistantes sociales connues et reconnues pour leur capacité à connaître les usagers, à les accompagner, à gagner leur confiance, à qui l'on demande de faire du chiffre, de chronométrer le temps passé sur un « dossier », d'aller répondre à l'urgence sur un territoire voisin au détriment des demandes de suivi exprimées sur leur secteur.
- Ce que nous constatons, ce sont des CCAS qui alertent sur leur surcharge en raison des difficultés de couverture et de réactivité des équipes du CMS d'à côté.
- Ce que nous constatons, dans ces PMI, ce sont des départs de médecins et d'infirmières.
- Ce que nous constatons, c'est un besoin d'insertion exprimé une nouvelle fois lors de notre dernière séance dans le bilan du Plan pour un juste droit, mais c'est 31 Référents Spécialisés en Insertion qui sont supprimés.
- Ce que nous constatons, ce sont des délais de prises en charge, délais de réponse et absences de réponse à la MDPH et une législation du travail qui n'est pas respectée.
- Ce que nous constatons, ce sont des Conseils d'administration de collèges qui alertent à travers des motions parce que les personnels non enseignants et leur dotation de fonctionnement ne sont plus suffisants pour accueillir dans de bonnes conditions et garantir la sécurité des élèves et de leurs enseignants.

La réalité que nous constatons c'est une force de frappe départementale que l'on pressure et réduit. Un bouclier social qui commence à se percer.

Et que dire de ces services que nous fermons. Ceux des centres de dépistage pour lesquels on rend les clés alors même que les besoins sont croissants. Ceux de la crèche départementale.

Vous pouvez considérer que tout est une question d'organisation. Que la solution se nomme mutualisation, externalisation, rationalisation. Mais lorsque l'on travaille sur de l'humain avec des humains, et qui plus est avec des humains en souffrance, en attente, ces logiques comptables conduisent à une perte de substance. **La collectivité fout le camp à petit feu et son utilité commence à être contestée.**

Alors oui les pertes de dotation de l'Etat font mal et oui le contexte est difficile quand le pouvoir national en place concentre l'essentiel des moyens en direction de ceux qui n'en ont pas besoin. Oui la situation des mineurs non accompagnés pèse sur notre collectivité.

Mais tout cela a bon dos s'agissant de diminuer des moyens d'action qui devraient pourtant progresser compte tenu de nos missions et des exigences.

Pour nous, les orientations budgétaires 2019 doivent être l'occasion de changer de trajectoire. Car à quoi bon, lorsque la fin de votre mandat arrivera, pouvoir se féliciter d'avoir désendetté notre collectivité si dans le même temps, vous êtes passés à travers la bonne satisfaction des attentes exprimées au quotidien.

Vous croyez vraiment, en cette période difficile pour nombre de nos concitoyens, à la pertinence de communiquer sur les abris-bus sur les millions mobilisés pour le désendettement alors que ceux qui l'attendent, je veux parler du bus pas du désendettement, expriment des besoins, souvent de première nécessité ?

Une collectivité qui en 2021 se féliciterait de se trouver en phase avec les ratios comptables et en déphasage avec les besoins insatisfaits ou mal satisfaits de nos concitoyens aurait, à l'arrivée, rien gagné du tout...

Nous attendons donc clairement de notre prochain budget, qu'il mette fin à la mobilisation disproportionnée de fonds publics pour servir un désendettement financier, vos objectifs en la matière sont désormais dépassés, et qu'il utilise ces fonds pour résorber la dette sociale que nous commençons à contracter vis-à-vis des seinomarins.

Cela passe par l'injection dans nos budgets en faveur des solidarités et de l'éducation des millions d'euros supplémentaires en 2019 qu'ils appellent.

Auxquels il convient d'ajouter un effort supplémentaire pour la prise en charge des mineurs non accompagnés. Nous enverrons ensemble la facture à Matignon, en délégation.

Et si pour se faire, il faut revenir sur les dispositifs d'aide aux plus aisés, comme celui en faveur des propriétaires de châteaux et manoirs voté en octobre, alors allons y, je peux vous assurer que personne ne criera au scandale !

Nous attendons également que ce budget, dans son volet d'employeur, s'écarte des logiques de compression, de réduction, pour tout simplement fournir à nos services, à nos agents, les moyens de conduire leurs missions.

Et ainsi, en 2019, nous pourrions tous nous rejoindre sur un même budget. Faites un pas, nous ferons l'autre. Quel beau et fort signe délivrerions-nous ainsi... Chiche, je vous tends la main !